La Poste a construit un projet dit « 2020 ». Ce projet englobe toutes les restructurations à venir d'ici-là (déménagement de Bxl en un centre englobant de nombreux bureaux, déménagement dans ou autour du canal de Bruxelles, les futurs géoroutes). Mais elle n'a assorti son projet d'aucune explication. Et cela ressemble plus à une « auberge espagnole » qu'à un véritable projet. Cela crée une véritable incertitude pour le personnel d'ici 2013 à 2020. En attendant, les projets de Bpost continuent à venir avec leurs restructurations incessantes, leurs diminutions annuelles de personnel (de 36 000 travailleurs à 26 000 en 10 ans, assorties d'une multiplication de contrats illégaux selon la loi du 21/03/2001).

A travail égal, salaire égal

Cette loi stipule que l'emploi de contractuels doit être occasionnel en fonction de pics de travail (élections, nouvel an, etc.) La norme reste l'engagement de statutaires. Cependant aujourd'hui, 11 000 travailleurs sont contractuels (CDD ou CDI) et les jeunes en DA (facteurs *low cost*). Aujourd'hui, les seuls emplois possibles sont
low cost
via des boîtes d'intérims, payés 1 100 euros par mois (à peine plus qu'une indemnité de chômage). Il s'agit de cas de véritable surexploitation.

A quoi bon nous parler de fidélité aux clients, lorsque le facteur change tous les ans. A peine habitué à sa tournée, le nouveau facteur doit déjà partir. Lorsqu'il est en congé, il est remplacé. Tous les ans, il change aussi. La relation de confiance entre usager/facteur s'estompe. L'usager a l'impression de ne plus avoir de facteur fiable.

« Je refuse d'appeler un usager "client", et un exploité "collaborateur" »

Depuis des mois, La Poste se trouve en incapacité de répondre aux questions syndicales des réunions préparatoires mais avance dans son projet. Devant cette incapacité, plusieurs fois, les représentants syndicaux ont quitté la table de négociations. Les écrits de la CSC-Transcom à Bpost n'ont eu comme réponse que des réponses toutes faites démontrant que quelle que

soient les interventions syndicales, la direction n'en avait que faire.

Trop *is te veel*

La CSC-Transcom a choisi d'expliquer devant tous le déni dont faisait preuve la direction de Bpost face aux revendications des syndicats. La CSC-Transcom a décidé de quitter définitivement la table dite de « négociations » et, sans appeler à la grève, elle a directement soutenu toutes les actions alors que les autres syndicats continuaient à tergiverser. Il est vrai que le départ de la CSC-Transcom a créé un nouveau cadre de négociations.

A l'intérieur, rien n'aurait pu être obtenu. Dehors, cela donnait un meilleur cadre de négociation pour ceux qui y restaient. Mais cela n'est pas suffisant ! Nous ne sommes pas pour des syndicats martyrs, et leurs affiliés payant les pertes de salaires. Il est clair qu'en restant dans les négociations, les autres représentants des syndicats ont plus visé à obtenir les *peanuts* qu'à défendre l'intérêt général des travailleurs. La base ne les a pas soutenus, vu la nombreuse présence de la CGSP et de l'ACV (pas de libéraux visibles).

Les postiers passent à l'action

Peu de temps après, nous apprenions que le nouveau Géoroute impliquait la perte de neuf services facteurs à Woluwe. Il en allait de même dans les bureaux d'Ath, Tournai et Soignies dans le Hainaut.

Directement, dans les bureaux de Bruxelles, une réaction spontanée s'est enclenchée. Les facteurs d'Ixelles et de Laeken se sont portés solidaires, sont partis en grève et sont allés soutenir les piquets de Woluwe.

Vu l'absence des directions syndicales pour organiser le combat, nous nous sommes réunis à une dizaine pour organiser, le 22 octobre, des piquets dans les autres plateformes. Nous étions une soixantaine (CGSP et CSC-Transcom) au piquet. La direction de La Poste a été contrainte de reculer. A Woluwe, les neuf services initialement perdus sont maintenus en attendant le Géoroute de l'année prochaine, les bureaux solidaires ont obtenu des intérims pour compenser

le retard de la grève. Mais le combat ne fait que commencer.

Cet article a été publié dans le dernier numéro de La Gauche *n° 60 de novembre-décembre 2012*